



Par : Béhrouz Arefi

Iran : Les femmes défient le pouvoir religieux

Le 27 décembre 2017, à la veille du déclenchement des protestations populaires auxquelles de nombreuses femmes ont par ailleurs participé, Vida Movahéd est montée dans la rue sur un coffret électrique à quelques encablures de l'Université de Téhéran, sans voile et avec un tissu blanc accroché au bout d'une perche. (1)

Selon la législation de la République islamique d'Iran, le juge peut infliger à une femme apparaissant en public sans hijab soit une amende symbolique de l'ordre de 10 euros, soit une peine de prison allant de 10 jours à 2 mois.

Agée de 31 ans, et mère d'un enfant de 19 mois, cette jeune femme a été arrêtée tout de suite et transférée à la prison d'Evin. Elle a été finalement relâchée un mois plus tard à la suite des efforts de l'avocate Nasrin Sotoudeh, militante des droits de l'Homme ayant elle-même passé trois ans en prison entre 2010 et 2013. Mais il lui a fallu toutefois verser une caution d'un montant équivalent à 50 fois le salaire mensuel minimum.

Cet acte héroïque a été repris par d'autres femmes de la capitale, puis dans d'autres villes.

La deuxième femme ayant osé retirer son voile a pour nom Narguesse Hosseini. Agée de 32 ans, et originaire du centre de l'Iran, elle est étudiante en mastère de sociologie. Elle a été aussi arrêtée, puis emprisonnée à la prison de Ghartchak, très connue pour son mauvais état sanitaire. La même avocate a accepté de la défendre et a notamment déclaré que, même si elle avait le moyen de le faire, sa cliente refuserait de payer la caution d'un montant équivalent à 90 000 euros qui lui était demandée.

Toujours selon son avocate, Narguesse Hosseini est accusée de consommation de drogue ainsi que "*d'incitation à la corruption*", ce qui en Iran est équivalent à l'ouverture d'une maison close ! L'invention d'accusations de ce genre n'est pas nouvelle, car le régime est expert en ce domaine.

D'autres femmes, à Téhéran et dans d'autres villes, ont franchi le même interdit. Elles se sont également présentées en public sans foulard, et avec un tissu blanc au bout d'une perche. Selon la police iranienne, 29 femmes avaient été arrêtées au 1er février (information confirmée par Amnesty international).

Une radio persanophone basée au Pays-Bas a interviewée une des participantes à ce mouvement : « *Quand je suis sortie de chez moi pour aller sur ce banc, mon cœur battait très fort. Bien sûr que j'avais peur, parce que je ne savais pas ce que je deviendrai. Quand je suis arrivée, j'ai mis mon foulard sur la perche et le moment était très fort* ». Le 29 janvier, elle est restée 30 minutes sur le banc. Elle raconte entre autres : « *mon acte ne se réduit pas seulement à enlever mon foulard. Quand je réfléchis bien, je constate qu'un Etat qui ne respecte pas la façon dont je veux me vêtir, intervient dans tous nos choix personnels, publics, sociaux et politiques, c'est une dictature, la pire des dictatures.* »

Cette nouvelle manière audacieuse de défier publiquement le régime ne se limite pas aux femmes jeunes. Alors que le climat était glacial, on a par exemple vu une très vieille femme au dos voûté, se hisser à l'aide de sa canne sur une hauteur et faire le même geste.

Tous ces actes courageux sont un symbole du refus de nombreuses iraniennes de continuer à supporter ce que subissent les femmes depuis près de 40 ans.

Juste avant le geste de Vida Movahéd, cette femme auparavant inconnue, le drapeau blanc était certes le signe et le symbole de la paix, mais aussi celui de la reddition et de la capitulation. Désormais, il signifie également l'insoumission, le défi, la désobéissance et l'audace.

Notons qu'à l'étranger, des tentatives ont bien sûr eu lieu pour tenter de récupérer de tels actes héroïques. C'est notamment le cas d'une journaliste d'origine iranienne, anciennement "réformatrice", et qui sur Voice of America, (2) milite pour la restauration de la monarchie du Chah, balayée par la révolution de 1979.

Notes :

1. Déclaration publique d'Amnesty datée du 24 janvier 2018

<https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1377832018FRENCH.pdf>

2. Contrairement à la [Deutsche Welle](#), [Radio France internationale](#) ou [BBC World Service](#), VOA est directement contrôlé par le gouvernement des USA.